



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTERE

Préfecture

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Arrêté complémentaire imposant des mesures de contrôle de ses rejets aqueux à
la S.A.R.L. Lucien Corre pour l'abattoir qu'elle exploite au 6 route de Lanvoy à Le Faou**

**Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 « abattage d'animaux » ;

VU l'arrêté préfectoral 226-04-AI du 25 mai 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société SARL Lucien CORRE à exploiter un établissement spécialisé dans l'abattage d'animaux de boucherie et annexes situé 6, route de Lanvoy 29590 LE FAOU;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité « installations classées » de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Finistère n°2019 05 778 du 23 septembre 2019 ;

VU le rapport n°2019 07 735 et les propositions en date du 18 décembre 2019 adressé en recommandé avec AR adressé à la société Lucien CORRE l'informant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dont elle est susceptible de faire l'objet et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément à l'article L.171-6 du Code de L'Environnement ;

VU les réponses formulées par l'exploitant de la société SARL Lucien CORRE en date du 24 décembre 2019 et du 07 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT les constats de pollution suite à des prélèvements le 01/08/2019 et le 14/11/2019 réalisés par l'EPAGA au niveau de l'émissaire des eaux pluviales provenant de l'abattoir intercommunal exploité par la société SARL Lucien CORRE.

CONSIDÉRANT que l'exploitant que l'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution des eaux.

CONSIDÉRANT qu'il a été rappelé à l'exploitant par courrier n°2019 05 778 du 23 septembre 2019 la nécessité de mettre en place un suivi pérenne de l'efficacité des travaux réalisés afin d'éviter un renouvellement de la pollution.

CONSIDÉRANT que les installations présentent un risque d'atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et plus spécifiquement pour la santé et la salubrité publique.

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-14, l'autorité compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.511-1.

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer de façon réglementairement le délai de réalisation du diagnostic des réseaux et de proposition des mesures correctives.

CONSIDÉRANT qu'il convient de laisser le temps nécessaire pour choisir l'organisme le plus adapté pour réaliser ce type de diagnostic complet et prendre en compte le délai d'intervention d'1 mois.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé au lieu-dit « 6, route de Lanvoy » sur la commune du FAOU, la société SARL Lucien CORRE est tenue de se conformer aux prescriptions réglementaires énoncées ci-après.

La société SARL Lucien CORRE met en œuvre, dès notification du présent arrêté et de façon pérenne, les dispositions des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 susvisé qui sont complétés par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit dans **un délai de 15 jours**, à compter de la notification du présent arrêté :

- désigner un organisme spécialisé (ou la personne) chargé de réaliser le diagnostic complet de l'ensemble des réseaux eaux usées, pluviales et sanitaires,
- informer l'inspection de l'environnement du choix de l'organisme (ou la personne) et la technique d'investigation retenue.

L'exploitant doit dans **un délai de deux mois**, à compter de la notification du présent arrêté :

- réaliser un diagnostic complet de l'ensemble des réseaux eaux usées, pluviales et sanitaires,
- identifier les sources de pollution des eaux rejetées,
- fournir à l'inspection des installations classées une synthèse du diagnostic réalisé, le détail des mesures correctives retenues ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.»

Article 2 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

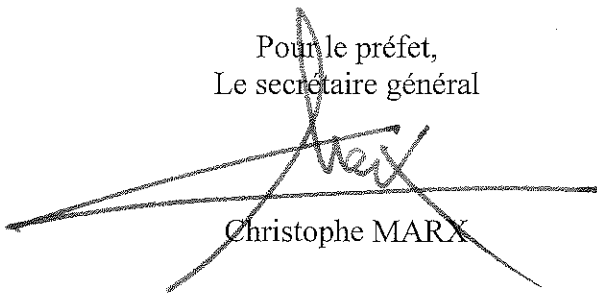
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Article 3 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le directeur de la SARL Lucien Corre, et le président du syndicat intercommunal d'abattage, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le 20 JAN. 2020

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Destinataires :

- Mme la sous-préfète de Châteaulin,
- M. le maire de Le Faou,
- M. le directeur de la S.A.R.L. Lucien Corre,
- M. le directeur du syndicat intercommunal d'abattage,
- Mme l'inspectrice des installations classées, DDPP 29.